

19 novembre 2007, Montréal

Allocution devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et la Jeune Chambre de commerce de Montréal

Madame Isabelle Hudon, Présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain,

Monsieur Pierre-Étienne Simard, Président de la Jeune Chambre de commerce de Montréal,

Monsieur le maire de Montréal,

Chers collègues Ministres et Députés,

Distingués invités de la table d'honneur,

Mesdames, Messieurs,

Je remercie d'abord la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et la Jeune Chambre de commerce de Montréal pour cette invitation conjointe. C'est une heureuse initiative. C'est l'occasion d'échanger avec deux générations de créateurs de richesse : ceux qui ont fait l'économie du Québec moderne; et ceux qui feront notre prospérité de demain, axée sur l'innovation et le savoir, la culture et le développement durable.

Aujourd'hui, ces deux générations sont côte à côte. Les plus vieux bénéficient de l'audace des jeunes. Et les jeunes apprennent la valeur de l'expérience. C'est exactement l'esprit de ce nouvel espace de prospérité que je veux bâtir pour le Québec. Prendre appui sur nos réalisations passées pour mieux prospérer dans un monde nouveau. C'est une vision économique dont Montréal sera l'assise principale.

Mais avant de parler de l'avenir, je veux faire un point sur le présent. Sur une situation urgente. Le 12 avril dernier, dans un article publié sur LesAffaires.com, des experts estimaient que le dollar canadien pourrait atteindre les 91 cents US sur un horizon de 12 mois.

Just six months later, the dollar broke all records in its value against the American dollar. On November 7 as trading started, it hit \$1.10 US. The speed of the dollar's rise surprised all the experts. And that sharp increase added to another important economic factor affecting us today: the price of oil barrel, which has more than tripled in four years. These two trends drastically changed our economic environment. When a change in the value of the dollar alone results in Quebec products costing 60% more than three years ago on American shelves, it's obvious that even the strongest companies will have trouble adapting. I understand the challenges you are facing, and I share your concern.

Je réitère aujourd'hui mon appel au premier ministre du Canada sur la nécessité de tenir une conférence des premiers ministres sur le thème de l'économie. Ces turbulences ne sont pas vécues de la même manière partout. L'impact est plus dur sur les économies qui reposent davantage sur le secteur manufacturier comme au Québec et en Ontario. Il faut mieux comprendre les impacts et convenir de mesures pour les atténuer. Ça prend une action concertée des partenaires canadiens. Mes homologues du Conseil de la fédération sont d'accord pour agir de manière coordonnée.

Le Québec fera sa part pour ses entreprises. Cette semaine, le ministre du Développement économique et sa collègue ministre des Finances présenteront un plan pour aider les entreprises manufacturières à s'adapter. Ce plan comportera des mesures fiscales et financières à court et à moyen termes. Nous allons faire le maximum. On a mis 1,4 milliard de dollars sur la table pour aider les entreprises forestières, les communautés et les travailleurs touchés à traverser la crise. Il y a une restructuration incontournable de l'industrie qui est en train de se faire, et je suis convaincu que le secteur forestier en sortira plus fort. On a déjà posé des gestes concrets pour favoriser la compétitivité de nos entreprises. On a accéléré la réduction de la taxe sur le capital. Cette taxe régressive sera complètement éliminée en 2011. D'ici là, nous aurons réduit les impôts des entreprises de 1,6 milliard de dollars.

Pour les entreprises manufacturières qui réalisent de nouveaux investissements dans le matériel de fabrication et de transformation, l'effet de la taxe sur le capital est annulé immédiatement. Les taux de déduction pour amortissement de certains types de bâtiments et du matériel informatique ont été haussés pour faciliter ces investissements. Ça revient à une autre baisse d'impôt. Autrement dit, on est passé d'une fiscalité qui pénalisait l'investissement à une fiscalité qui le récompense.

On a aussi baissé les impôts des Québécois d'un milliard de dollars. Ça va être en vigueur dès janvier. Avec cette baisse d'impôt, le Québec sera au 5e rang canadien pour son fardeau fiscal. Nous serons à la moyenne canadienne, comme nous l'avions promis en 2003. On va continuer avec la même détermination à faciliter l'investissement, à réduire le fardeau fiscal, et à soutenir l'amélioration de la productivité et l'innovation. Ce sont les clés de la réussite dans un monde de concurrence.

Mais on ne peut pas tout faire. Le gouvernement fédéral a la capacité financière d'offrir une aide immédiate aux entreprises les plus durement éprouvées. Le gouvernement fédéral doit consacrer une partie de ses surplus pour rendre disponible une aide immédiate aux entreprises les plus menacées par la hausse du dollar, tout spécialement celles du secteur manufacturier et forestier. Certaines d'entre elles ont vu leur marché s'effondrer et leur marge de profit s'envoler.

Le 16 octobre dernier à Ottawa, le discours du Trône comportait ce passage, et je cite : « Notre gouvernement continuera de défendre les industries traditionnelles du Canada et est conscient des défis auxquels sont confrontés les secteurs clés tels que la foresterie, les pêches, l'industrie manufacturière et le tourisme. Il a pris des mesures pour soutenir les travailleurs pendant que ces industries s'adaptent au contexte mondial. Le gouvernement entend poursuivre ses efforts en ce sens au cours de cette session. »

Je demande au premier ministre du Canada de donner suite à ces paroles et de venir en aide aux entreprises. Cette situation n'est pas un phénomène passager. Tout milite pour que le dollar demeure à un niveau élevé. La situation financière des États-Unis contribue à faire chuter leur devise. Parallèlement, nous vivons dans un monde qui a soif d'énergie et de matières premières, et dans un pays qui possède les deux en quantité.

D'autre part, la Chine, l'Inde, le Brésil nous livrent une concurrence toujours plus féroce. Pas seulement sur notre territoire, mais partout où on fait des affaires. Aux États-Unis, notre principal marché d'exportation, les produits chinois occupent deux fois plus de place qu'en 2000. Encore là, ce n'est pas un phénomène passager. Nous devons donc nous adapter à un nouvel ordre économique. Nous avons déjà fait beaucoup pour améliorer la capacité du Québec de prospérer. Nous avons rendu le Québec plus concurrentiel sur le plan fiscal. Nous avons repris en main les finances publiques. Nous sommes le deuxième gouvernement au Canada qui contient le mieux la croissance de ses dépenses. Le résultat de notre gestion, c'est la cote de crédit du Québec qui est à son plus haut niveau depuis plus de 30 ans, et le taux de chômage qui lui est à son plus bas.

Nous avons maintenant des bases solides pour redéployer notre force économique afin d'assurer une prospérité durable pour le Québec. Ce nouvel espace de prospérité : c'est une redéfinition de notre position stratégique dans le monde; c'est une diversification de nos partenariats économiques; c'est une augmentation de notre capacité d'attirer des investissements et des cerveaux; c'est une plus forte participation de tous les Québécois au marché du travail.

Ce plan, c'est cinq grands projets qui vont des infrastructures à l'immigration. Car pour moi, bâtir, c'est autant construire des routes que créer des alliances nouvelles. Premièrement, pour réussir dans le monde d'aujourd'hui, le Québec doit atteindre de nouveaux marchés. Nous allons donc faire du Québec la grande porte d'entrée de l'Europe. Quatre cents ans après que Samuel de Champlain a posé les pieds à Québec, nous allons boucler la boucle.

Le Québec se fait le plus ardent promoteur d'un accord d'intégration économique entre le Canada et l'Union européenne. De part et d'autre de l'Atlantique, des gens d'affaires et des chambres de commerce se mobilisent pour faire pression sur leurs élus afin qu'un tel accord soit négocié. Les négociations formelles pourraient être enclenchées dès le prochain sommet Canada / Union européenne qu'on souhaite accueillir à Québec en 2008. Il y a 20 ans, c'est le leadership du Québec qui a fait passer l'accord de libre-échange avec les États-Unis. On va rééditer ce succès.

Deuxièmement, je veux conclure avec le président français, Nicolas Sarkozy, une entente sur la reconnaissance des acquis et des compétences entre la France et le Québec. Ce serait un précédent dans l'action internationale du Québec, mais un précédent dans les relations entre l'Amérique et l'Europe, un précédent dans le monde. Ça veut dire qu'un médecin, un ingénieur, un infirmier, un menuisier français désirant travailler au Québec pourra exercer ici le métier pour lequel il a été formé. On commence avec la France avec la ferme intention de conclure le même genre d'entente avec d'autres pays.

Si on réunit le Canada et l'Union européenne dans une même zone économique, ça fait un nouveau marché commun de plus de 850 millions de personnes. Pour les entreprises du Québec, ça veut dire l'accès plus facile à de nouveaux contrats, dans de nouveaux marchés. Une entente avec la France sur la reconnaissance des acquis et des compétences, ça veut dire pour nos entreprises une facilité à faire venir des travailleurs qualifiés pour contrer les pénuries de main-d'œuvre.

En 2008, le président français, Nicolas Sarkozy, prendra la présidence de l'Union européenne et il est favorable à ces deux projets. Nous serons en position pour faire avancer les choses.

We will access new international markets – and we will take better advantage of business opportunities in Canada. This is my third project for Quebec: to enter into a true free trade agreement with Ontario. It simply doesn't make sense that doing business with our neighbours to the west is at times more complicated than doing business with our neighbours to the south. I've begun discussions with Mr. McGuinty regarding an overall agreement between Quebec and Ontario which would strengthen our partnership in energy, improve labour mobility between our provinces, and open public markets to businesses on both sides of the Ottawa River. When we remove impediments to business, everyone benefits. Every time Quebec chooses openness, Quebecers win.

En parallèle à cette négociation avec l'Ontario, nous allons négocier, sous l'autorité du Conseil de la fédération, une entente globale de mobilité de la main-d'œuvre partout au Canada. Le Conseil de la fédération a déjà fixé au 1^{er} avril 2009 la date butoir pour la conclusion de cette entente. Le quatrième projet de ce nouvel espace de prospérité, c'est des infrastructures de qualité.

Le 9 octobre dernier, nous avons présenté un plan de 30 milliards de dollars sur 5 ans pour lancer le plus grand chantier de rénovation de l'histoire du Québec. On va rénover l'ensemble de nos infrastructures : nos routes, mais aussi nos bâtiments publics comme nos écoles et nos hôpitaux. À Montréal, par exemple, ça veut dire des projets aussi majeurs que la reconstruction de l'échangeur Turcot, qui va entraîner une renaissance de tout ce secteur du centre-sud. À lui seul, ce chantier représente plus d'un milliard de dollars d'investissement. On va faire de nos infrastructures une fierté. Cinquième projet : le développement énergétique. Notre stratégie de développement énergétique, c'est 31 milliards de dollars d'investissement sur 10 ans. Le chantier de la décennie est en cours. C'est Eastmain-1-A Rupert. : assez d'énergie propre pour alimenter une ville comme Québec. Le prochain chantier est déjà sur la planche à dessins. C'est La Romaine : assez d'énergie propre pour alimenter une deuxième île de Montréal. À ça, vous ajoutez 4 000 mégawatts d'énergie éolienne.

On est en train de faire du Québec le leader mondial de l'énergie renouvelable. De l'énergie propre, abondante et à prix compétitif, c'est un argument très fort pour attirer des investissements et des entreprises. De l'énergie, on va en avoir pour nos propres besoins, mais on va aussi en avoir pour en exporter à nos voisins avec un fort profit. C'est un projet créateur de richesse. C'est aussi un projet environnemental. En vendant de l'électricité propre à nos voisins, on va freiner le recours à des sources polluantes comme des centrales au charbon.

On va contribuer à une meilleure qualité de l'air dans le nord-est du continent. On a donc cinq projets pour faire du Québec un nouvel espace de prospérité : le Québec comme principale porte d'entrée de l'Europe en Amérique du Nord et l'accès à un marché de plus de 850 millions de personnes; une entente sur la reconnaissance des acquis et des compétences avec la France; un libre-échange avec l'Ontario et une entente de mobilité de

la main-d'œuvre avec la Canada; des infrastructures de qualité; et le Québec comme leader mondial de l'énergie renouvelable.

Ces projets vont créer des milliers d'emplois. À elle seule, la stratégie de développement énergétique représente 70 000 emplois. Or, nous avons déjà le taux de chômage le plus bas depuis plus de 30 ans, et notre économie commence à vivre des pénuries de main-d'œuvre. Demain, le Québec ne manquera pas de travail, mais de travailleurs. C'est pourquoi nous devons tout mettre en œuvre pour valoriser la participation au marché du travail : ça veut dire accueillir les jeunes sur le marché du travail, leur offrir de bons emplois et promouvoir le mentorat afin de faciliter leur ascension; ça veut dire améliorer nos efforts en formation pour intégrer le maximum de gens au marché du travail, avec une attention toute spéciale pour les travailleurs plus âgés, dans la cinquantaine, qui se retrouvent sans emploi;

Il faut encourager la retraite progressive. Ça veut dire encourager les travailleurs en fin de carrière à continuer à travailler après l'âge de la retraite s'ils en ont envie; ça veut dire aussi ouvrir nos portes et accueillir le plus de gens possible désireux de venir s'associer au succès du Québec.

Ce nouvel espace de prospérité, c'est donc aussi un nouvel espace de rencontre. Nous avons annoncé une augmentation des seuils d'immigration. Nous en avons besoin. Le déploiement de ce nouvel espace de prospérité passe par Montréal. Nous n'avons qu'une seule métropole de taille mondiale. La semaine dernière, lors du Rendez-vous novembre 2007, les élus de tous les paliers de gouvernement, le milieu des affaires et le milieu culturel ont adopté un plan d'action conjoint de 10 ans visant à faire de Montréal une métropole culturelle à l'échelle canadienne, nord-américaine et internationale.

Nous y avons donné suite immédiatement en annonçant la réalisation du Quartier des spectacles. Ce projet de 120 millions de dollars sur 4 ans conduira à une reconfiguration complète de tout le quartier entourant la Place des Arts. Cette vision « Montréal métropole culturelle », j'y crois. Elle est au cœur du plan du maire Tremblay, Montréal 2025. Elle est également au cœur des positions maintes fois défendues par Isabelle Hudon, dont la présidence est marquée par ce resserrement des liens entre les mondes des affaires et de la culture.

Je souscris à cette volonté du milieu. La culture est créatrice de richesse. À travers le monde, dynamisme économique et dynamisme culturel vont de pair. Les exemples ne manquent pas. On pense à New York, bien sûr, on pourrait aussi penser à Barcelone. Ou même à Toronto.

One of the best examples of a successful blend of culture and economy is the formidable growth of the video game industry in Montreal. The city is becoming a Hollywood of video game production in a sector whose global sales have already surpassed those of the film industry.

Promouvoir la culture, faciliter l'accès à la culture, soutenir nos artistes, c'est nourrir cette énergie créatrice qui fait des sociétés innovantes et prospères. Montréal métropole culturelle, c'est un positionnement qui renforce la personnalité unique de Montréal et qui

accroît son attrait. Montréal métropole culturelle, c'est l'étendard de ce nouvel espace de prospérité pour le Québec.